

# Anarchisme Social et Organisation

par la Fédération Anarchiste  
de Rio de Janeiro - FARJ



## La société de domination et d'exploitation : le Capitalisme et l'État

Tiré du chapitre 3 de la traduction française de *Anarquismo Social e Organização*, par la Fédération Anarchiste de Rio de Janeiro (Federação Anarquista do Rio de Janeiro - FARJ), Brésil.



# La société de domination et d'exploitation : le Capitalisme et l'État

*La richesse des uns se fait avec la misère des autres.*

Piotr Kropotkine

*Pour ceux qui sont au pouvoir, l'ennemi c'est le peuple.*

Pierre-Joseph Proudhon

Le Capitalisme comme système s'est développé depuis la fin du Moyen Age et a été mis en place au XVIIIe et au XIXe siècles en Europe occidentale. Il s'est constitué comme un système économique, politique et social, en se fondant sur les relations entre deux classes antagonistes. D'une part, celle que l'on appelle la « bourgeoisie » et que nous qualifieront dans ce texte de « capitalistes », les détenteurs de la propriété privée des moyens de production,<sup>1</sup> qui emploient les travailleurs et travailleuses par le biais du travail salarié. D'autre part, ce qu'on appelle le « prolétariat »,<sup>2</sup> et que nous nommerons dans ce texte *travailleurs* et *travailleuses* qui, ne possédant rien de plus que leur force de travail, doivent la vendre en échange d'un salaire. Comme nous l'avons souligné précédemment, le/la travailleur ou travailleuse salariéE – objet classique d'analyse dans les thèses socialistes du XIXe siècle – constitue pour nous aujourd'hui seulement l'une des catégories des classes exploitées.

L'objectif des capitalistes est la production de biens en vue de réaliser des profits. « L'entreprise [capitaliste] n'est pas préoccupée par les besoins de la société ; son seul but est d'augmenter les profits du propriétaire de l'entreprise ».<sup>3</sup> Par le biais du travail salarié, les capitalistes paient les travailleurs et travailleuses aussi peu que possible et

s'approprient à leur détriment tout le surplus de leur travail, qui est appelé « plus-value ». Cela se produit parce que, dans le but d'accroître leurs profits, les capitalistes doivent avoir les coûts les plus bas, ou dépenser aussi peu que possible. Vendant leurs marchandises au prix les plus élevés que le marché peut payer, il leur reste la différence entre ce qu'ils dépensent et ce qu'ils gagnent – le profit. Pour contenir les coûts, et donc augmenter les profits, les capitalistes ont divers recours ; parmi ceux-ci accroître la productivité et diminuer les coûts de production. Il y a plusieurs façons de réaliser cela, comme intensifier la charge de travail des travailleurs et travailleuses et réduire les salaires qui leur sont versés.

Cette relation entre les capitalistes et les travailleurs et travailleuses génère des inégalités sociales, l'un des grands maux de la société dans laquelle nous vivons. Cela a déjà été démontré par Proudhon, quand il a enquêté sur le sujet au dix-neuvième siècle :

*J'ai affirmé alors que toutes les causes de l'inégalité sociale peuvent être réduites à trois : 1) la libre appropriation de la force collective, 2) l'inégalité dans le commerce ; 3) le droit au profit ou à la fortune. Et, comme cette triple façon d'usurper les biens d'autrui est, en substance, la domination de la propriété, j'ai nié la légitimité de la propriété et ait proclamé qu'elle équivalait au vol.*<sup>4</sup>

Pour nous la propriété privée, comme Proudhon l'a noté, c'est le vol, puisque, dans le cadre du salariat, il donne au capitaliste le surplus généré par le travail des travailleurs et travailleuses. Cette propriété, « après avoir dépouillé le travailleur par l'usure, le tue lentement par épuisement ».<sup>5</sup>

En plus d'être un système qui crée et maintient les inégalités sociales, le Capitalisme est basé sur la domination et l'exploitation en résultant. La domination existe quand une personne ou un groupe de personnes utilisent « la force sociale des autres (les dominés), et par conséquent leur temps, afin d'atteindre leurs objectifs (ceux des dominants) – qui ne sont pas les objectifs de l'agent assujéti ».<sup>6</sup> Le système capitaliste est caractérisé par l'utilisation de la force de travail du travailleur et de la travailleuse pour l'enrichissement des capitalistes, et est donc un

système dominateur et exploiteur car il « signifie la capacité et le droit de vivre de l'exploitation du travail aliéné, le droit d'exploiter le travail de ceux qui n'ont pas de propriété ou de fortune et sont donc obligés de vendre leur force productive aux heureux propriétaires des deux ». <sup>7</sup>

Cette relation entre le Capital et le Travail qui se joue sur le marché n'est égale pour les deux parties puisque les capitalistes vont sur le marché afin d'obtenir un profit, alors que les travailleurs et travailleuses sont forcés de le faire parce qu'ils et elles ont besoin de travailler, faute de quoi ils et elles courent le risque de se retrouver dans le besoin et de ne pas accéder aux conditions de vie minimales. Il s'agit d'une « rencontre entre une initiative à but lucratif et une autre ayant pour origine la faim, entre le maître et l'esclave ». <sup>8</sup>

En outre, le chômage a pour conséquence que, lorsque les capitalistes se rendent sur le marché ils rencontrent des travailleurs et travailleuses en abondance. Comme il y a une plus grande offre de travailleurs et travailleuses qu'il n'y a de demande :

*[...] les quartiers pauvres de la ville et les villages sont pleins de misérables, dont les enfants pleurent devant les assiettes vides. Ainsi, l'usine n'est même pas encore terminée que les travailleurs sont déjà en train de demander du travail. Une centaine sont nécessaires et un millier se présente.* <sup>9</sup>

Ainsi, cela permet aux capitalistes d'imposer leurs conditions de travail. Pour les travailleurs et travailleuses, cela les oblige à les accepter, car « ils sont amenés par peur de se retrouver remplacés par d'autres, à se vendre au prix le plus bas. [...] Une fois qu'il se retrouve dans un État de pauvreté, le travailleur est forcé de vendre sa force de travail pour presque rien, et en vendant ce produit pour presque rien, il s'enfonce dans une misère toujours plus grande ». <sup>10</sup>

Étant un système complexe, le Capitalisme combine plusieurs formes de production et de classes sociales. Les paysanEs, en dépit de leur appartenance à un processus de production qui est pré-capitaliste, restent soumisES aux exigences de compétitivité du marché capitaliste, c'est-à-dire le besoin de matières premières pour la production vendues sur le marché capitaliste. En situation de concurrence, en raison de difficultés productives et technologiques, ils et elles sont dans une situation désa-

vantageuse par rapport aux grandes sociétés agro-industrielles. Il y a aussi ces paysanNEs qui vendent leur force de travail, que nous pouvons considérer comme les travailleurs et travailleuses des campagnes d'un système capitaliste traditionnel. Les paysanNEs, comme nous l'avons déjà vu, font également partie du groupe des classes exploitées.

On dit même que le Capitalisme ne doit pas être divisé en deux grandes classes – celle des capitalistes et celle des travailleurs et travailleuses – mais, en fait, trois : qu'il y a une troisième classe, appelée la « classe dirigeante », responsable du contrôle des aspects décisifs du Capitalisme et personnalisant un autre aspect important du Capitalisme, qui est celui de la division hiérarchique du travail. Tout au long de l'histoire du Capitalisme cette classe a été de plus en plus partie intégrante de la classe capitaliste, en particulier du point de vue des intérêts défendus dans le processus de lutte des classes. Aujourd'hui, la figure de la bourgeoisie traditionnelle, le propriétaire, est de moins en moins commune, le contrôle des sociétés étant effectué par les gestionnaires, et les propriétaires étant de plus en plus des groupes multinationaux, voire des actionnaires anonymes. En fait, dans la grande majorité, la classe des gestionnaires fait partie du groupe capitaliste, ou ce qu'on pourrait appeler la classe dirigeante.

Il y a aussi d'autres acteurs et actrices dans le marché capitaliste, comme les travailleurs et travailleuses des secteurs du commerce et des services, qui distribuent des marchandises en provenance des entreprises capitalistes ou effectuent des travaux pour elles. Les deux secteurs suivent la logique du Capitalisme, à un degré plus ou moins grand, et agissent aussi dans le contexte concurrentiel du marché, très souvent en utilisant le travail salarié, soutenant les propriétaires qui jouissent des fruits de cette relation injuste entre capital et travail et qui ont l'intention de générer des profits.

Comme système reproduisant l'injustice, le Capitalisme sépare le travail manuel et intellectuel. Cette séparation est le résultat de l'héritage et aussi de l'éducation, car il y a une éducation différente pour les riches et pour les pauvres. Ainsi,

*[...] aussi longtemps que vous avez deux ou plusieurs niveaux d'enseignement pour les différentes couches de la société, vous*

*aurez forcément des classes, c'est-à-dire des privilèges politiques et économiques pour un petit nombre de fortunés, et de l'esclavage et la misère pour la majorité.*<sup>11</sup>

Tout au long de son histoire le Capitalisme a évolué, devenant impliqué dans les structures politiques des pays européens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui a conduit à l'impérialisme et l'a fait atteindre sa phase actuelle d'expansion, qui peut être appelée la mondialisation économique. Selon l'analyse du sous-commandant Marcos, de l'Armée zapatiste : « Ce n'est déjà plus une puissance impérialiste dans le sens classique du terme, une qui domine le reste du monde, mais une nouvelle puissance extra-nationale ».<sup>12</sup>

En termes généraux, la mondialisation économique est caractérisée par une intégration, à l'échelle mondiale, des processus de production, de distribution et d'échange. La production est réalisée dans plusieurs pays, les marchandises sont importées et exportées en quantités énormes et sur de longues distances.

Stimulé depuis les années 1970 et 1980, la « mondialisation » s'est répandue partout dans le monde, « en se fondant, du point de vue idéologique, philosophique et théorique sur la doctrine du néo-libéralisme »,<sup>13</sup> qui prône le libre marché et l'État minimal. L'idée de base est que le capital fournit aux espaces [géographiques] les meilleures conditions pour sa reproduction. Comme la production passe nécessairement par la force de travail des travailleurs et travailleuses, il y a une migration des sphères productives des entreprises capitalistes vers les pays dont le *coût de production* est plus faible, à savoir les pays avec une faible législation du travail, une faible législation environnementale, un faible niveau d'organisation syndical, des niveaux élevés de chômage... En somme, les entreprises cherchent les pays ou régions où l'exploitation peut avoir lieu sans intervention de l'État, leur permettant de payer ce qu'elles veulent, de telle sorte qu'elles ne sont pas obligées de fournir des prestations aux travailleurs et travailleuses, que ces derniers et dernières peuvent être licenciés à chaque fois qu'ils (les capitalistes) le souhaitent et qu'il y ait toujours plus de travailleurs et travailleuses désirant combler les postes vacants, ce qui permet la diminution croissante des coûts de production ; de même le travail précaire est recherché et en-

couragé. Ce système, s'il laisse d'un côté des personnes au chômage dans les zones aux conditions optimales, permet de l'autre un chantage qui entraîne l'acceptation de la précarité et menace l'organisation des travailleurs et travailleuses qui sont de plus en plus contrôlés et poussés vers la périphérie. Comme le décrit Chomsky :

*Les concepts d'“efficacité” et d'“économie saine”, chers aux riches et aux privilégiés, n'ont rien à offrir aux secteurs croissants de la population qui ne sont pas rentables et qui sont poussés vers la pauvreté et le désespoir. S'ils ne peuvent pas être confinés dans les bidonvilles, ils devront être contrôlés d'une autre manière.*<sup>14</sup>

Le néolibéralisme – qui stimule la libre circulation des capitaux, mais pas la libre circulation des personnes, ni le rapprochement des conditions de travail – remet en question tout le caractère « social » qui a été imposé aux États pendant les grandes mobilisations qui ont marqué le monde au XIXe siècle et au XXe siècle. Le Capitalisme a recherché de nouveaux espaces se développant tant à l'interne qu'à l'externe, créant de nouvelles entreprises capitalistes à travers la privatisation et la promotion de faux besoins par des moyens tels que la publicité, qui ne correspondent pas aux exigences réelles de la société. « Les doctrines néolibérales, indépendamment de ce qu'on pense d'elles, affaiblissent l'éducation et la santé, accroissent les inégalités sociales et réduisent la part du travail dans la répartition des revenus ».<sup>15</sup>

Le Capitalisme contemporain est également responsable de la crise écologique majeure qui dévaste le monde d'aujourd'hui. Motivées par la logique du profit, les entreprises privées sont responsables du transfert de toute la hiérarchie de classes à la relation entre les personnes et l'environnement. La pollution, la déforestation, le réchauffement climatique, la destruction des espèces rares et les déséquilibres dans les chaînes alimentaires sont quelques unes des conséquences de cette relation. Les hiérarchies, les classes, les systèmes de propriété et les institutions politiques qui ont émergé avec la domination sociale ont été transférés, conceptuellement, à la relation entre l'humanité et la nature. Cette dernière a également été de plus en plus considérée comme une simple ressource, un objet, une matière première à être exploitée de façon aussi impitoyable que des esclaves dans une plantation.<sup>16</sup>



Le Brésil, bien intégré dans cette logique mondialisée en raison des politiques adoptées par les gouvernements précédents, partage les conséquences globales de cette nouvelle phase du Capitalisme.



Nous considérons l'État comme l'ensemble des pouvoirs politiques d'une nation, qui prend forme par le biais des « institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires et financières... »<sup>17</sup> ainsi l'État est plus large que le gouvernement. L'État depuis sa création dans l'antiquité, en passant par l'Égypte des pharaons et l'État militaro-esclavagiste de Rome, a toujours été un instrument pour perpétuer les inégalités et un élément liberticide, quel que soit le mode de production existant. Cette institution de domination a connu, au cours de l'histoire, des périodes de plus ou moins grande puissance, en fonction des époques et des lieux. L'État tel que nous l'observons aujourd'hui (l'État moderne) a ses origines au XVI<sup>e</sup> siècle.

Au Moyen Age, et afin de détruire la civilisation des villes, les barbares modernes ont fini par transformer en esclaves toutes celles et ceux qui s'organisaient précédemment sur la base de la libre initiative et du libre accord. L'ensemble de la société a été nivelé et basé sur la soumission au propriétaire, en affirmant que l'Église et l'État devaient être les seuls liens entre les individus, que seules ces institutions avaient le droit de défendre des intérêts commerciaux, industriels et artistiques... L'État a été constitué, par des moyens de domination, pour parler au nom de la société, dès lors qu'il était considéré comme étant la société elle-même.

L'État s'est caractérisé par la pratique d'un « double jeu » consistant à promettre aux riches de les protéger contre les pauvres, tout en promettant aux pauvres de les protéger contre les riches. Peu à peu, les villes, victimes de l'autorité, qui mouraient petit à petit, ont été confiées à l'État, qui a aussi développé son rôle de conquérant, se lançant dans des guerres contre d'autres États, cherchant à se développer et conquérir de nouveaux territoires. L'effet de l'État sur les villes et les régions urbaines a été désastreux. Le rôle de l'État dans les zones urbaines dans la période des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles a été :

*[...]d'anéantir l'indépendance des villes, de voler les riches corporations<sup>18</sup> des commerçants, des artisans, de centraliser le commerce extérieur dans leurs mains et de le ruiner, de saisir toute l'administration interne de la guilde et de soumettre le commerce intérieur, ainsi que la fabrication de toutes choses, même dans leurs détails les plus minutieux, à une nuée de fonctionnaires, tuant, de cette manière, l'industrie et les arts ; de prendre possession des milices locales et de toute l'administration municipale ; le concassage, par le biais des impôts, des faibles au profit des riches, et la ruine des pays avec les guerres.<sup>19</sup>*

Après la Révolution industrielle a surgi ce qu'on appelle la « question sociale », ce qui a obligé les États à élaborer des plans d'aide afin de minimiser les impacts du capital sur le travail. À la fin du XIXe siècle a surgi, comme une alternative au libéralisme, une conception plus interventionniste de l'État qui, si elle a d'une part cherché à créer des politiques de « protection sociale », a d'autre part mis en œuvre des méthodes visant à contenir la progression des initiatives socialistes, déjà très forte à l'époque.

Aujourd'hui, l'État a deux objectifs fondamentaux : le premier d'entre eux, assurer les conditions pour la production et la reproduction du Capitalisme, et le second, assurer sa légitimité et son contrôle. Pour cette raison, aujourd'hui l'État est un pilier solide du Capitalisme.

L'État extrapole le cadre politique et fonctionne comme un agent économique du Capitalisme, travaillant pour prévenir ou minimiser le rôle de ses crises ou la chute de son taux de profit. Cela peut se produire de plusieurs façons : par l'octroi de prêts à des secteurs centraux de l'économie, en incitant au développement de secteurs de l'économie, par l'annulation de dettes, la réorganisation du système d'import/export, en subventionnant des produits, par la génération de revenus par la vente de produits d'entreprises publiques... Les plans d'assistance sociale ont également un rôle important car ils augmentent le pouvoir d'achat de secteurs de la population, stimulant et alimentant l'économie capitaliste. En outre, l'État crée des lois visant à garantir l'accumulation à long terme des capitalistes et veiller à ce que la soif de profit des capitalistes ne mette pas le système lui-même à risque.

Dans le cadre du processus historique, il a été constaté qu'il n'y a aucun moyen de maintenir un système fondé uniquement sur la répression. L'État, qui s'est lui-même maintenu de cette façon pendant tant d'années, a été progressivement modifié, afin de garantir la légitimité du Capitalisme. Un État qui défend clairement la position des capitalistes pourrait intensifier la lutte de classes et il n'y a donc rien de mieux, du point de vue des capitalistes, que de lui donner l'aspect de la neutralité. Lui donner l'apparence d'un organisme indépendant – ou même autonome – par rapport à la classe dirigeante ou au Capitalisme lui-même. Toujours viser à calmer la lutte des classes par des mesures étatiques développées en faveur des classes exploitées, dès lors qu'avec de meilleures conditions de vie il y a moins de chance de radicalisme. D'autre part, les mouvements de travailleurs et travailleuses organisés ont réussi à imposer des mesures à l'État qui leur apportent des avantages, même au détriment des capitalistes.

Les mesures qui améliorent les conditions pour les travailleurs et travailleuses, de même que la démocratie représentative, servent toujours pour l'État d'outil idéologique pour faire passer cette idée de neutralité, d'indépendance et d'autonomie. Cependant, on devrait plutôt en tirer comme leçon le fait que, comme l'État a l'obligation de garantir sa légitimité, cela ouvre souvent de l'espace pour les travailleurs et travailleuses organisés afin d'imposer des mesures en leur faveur. Il est donc nécessaire

*[...] d'arracher aux gouvernements et aux capitalistes toutes les améliorations de l'ordre politique et économique de telle sorte que cela rende les conditions de lutte moins difficiles pour nous et que cela augmente le nombre de ceux qui luttent consciemment. Il est donc nécessaire de les arracher par des moyens qui préparent la voie à l'avenir et n'impliquent pas la reconnaissance de l'ordre actuel.<sup>20</sup>*

Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que l'État, comme pilier solide du Capitalisme, cherche à le maintenir et que, si le Capitalisme est un système d'exploitation et de domination, l'État ne peut rien faire d'autre que de maintenir les relations de classe qui existent en son sein. De cette façon, l'État défend les capitalistes au détriment

du travailleur ou de la travailleuse, qui ne possédant que « son bras comme une richesse, n'a rien à attendre de l'État ; ne rencontrant en lui qu'une organisation conçue pour faire obstacle à son émancipation à tout prix ». <sup>21</sup>

Toute tentative faite par les classes exploitées visant à changer le système est durement réprimée par l'État. Quand l'idéologie ne fonctionne pas, la répression et le contrôle suivent. Comme il dispose d'un monopole sur l'utilisation de la violence dans la société, il l'utilise toujours pour faire respecter les lois, et comme les lois ont été faites afin que les privilèges de la société capitaliste puissent être maintenus, la répression et le contrôle de l'État visent toujours à maintenir « l'ordre ». C'est à dire, à maintenir les privilèges du Capitalisme et préserver la domination de la classe dirigeante. Au moindre signe des classes exploitées qui représente une menace, l'État réprime brutalement, visant toujours à la préservation du système, dont la violence est l'un des piliers centraux.

Contrairement à ce que les socialistes autoritaires ont cru (et croient encore), l'État n'est pas un organisme neutre qui peut travailler soit au service des capitalistes soit au service des travailleurs. Si les anarchistes ont tant écrit sur l'État c'est, à juste titre, parce que la critique du Capitalisme faisait consensus entre les libertaires et les autoritaires – la divergence se situait autour de l'État. Les courants autoritaires soutenaient que la conquête de l'État et la dictature du prolétariat représentent une étape intermédiaire – qui a été appelée à tort le Socialisme – entre le Capitalisme et le Communisme. Ce « socialisme » est une forme de gouvernement de la majorité par la minorité, « ayant pour effet de consolider, directement et inévitablement, les privilèges politiques et économiques de la minorité au pouvoir et l'esclavage économique et politique des masses populaires ». <sup>22</sup> Nous estimons qu'

*[...] aucun État, quel que soit le degré de démocratie que ses formes puissent avoir, même pas la république politique la plus rouge, populaire seulement au sens du mensonge connu sous la dénomination de « représentation du peuple », n'est capable de donner au peuple ce dont il a besoin c'est-à-dire, la libre organisation de ses propres intérêts, du bas vers le haut, sans aucune*

*interférence, tutelle ou coercition par le haut, parce que tout État, même le plus républicain et démocratique, même pseudo populaire [...] n'est rien d'autre, par essence, que le gouvernement des masses du haut vers le bas par une minorité intellectuelle, et donc privilégiée, déclarant qu'elle comprend les véritables intérêts du peuple plus que le peuple lui-même.*<sup>23</sup>

La position des libertaires, que nous défendons aujourd'hui, c'est que pour la construction du Socialisme, l'État doit être détruit avec le Capitalisme par le biais de la révolution sociale. Ceci parce que :

*[...] qui dit État dit nécessairement domination et, par conséquent, esclavage ; un État sans l'esclavage, déclaré ou dissimulé, est inconcevable, c'est pourquoi nous sommes des ennemis de l'État.*<sup>24</sup>

L'État pense qu'il comprend les besoins des personnes mieux que les personnes elles-mêmes et défend une forme hiérarchique de gestion de la société, constituant les moyens par lesquels la classe qui le compose exerce une domination sur les autres, celles et ceux qui ne font pas partie de l'État. Tout État crée des relations de domination, d'exploitation, la violence, les guerres, les massacres et la torture sous le prétexte de protéger le « citoyen », de même qu'il subjugué

*[...] les provinces et les villes qui composent l'État qui, en tant que groupes naturels, devraient jouir d'une autonomie pleine et entière. [Elles] seront au contraire, régies et administrées non pas par elles-mêmes, comme il sied à des provinces et des villes associées, mais par l'autorité centrale et comme des populations conquises.*<sup>25</sup>

De la même manière que le socialisme dictatorial, la démocratie représentative fait valoir qu'il est possible d'obtenir le changement à travers l'État. En déléguant notre droit à faire de la politique<sup>26</sup> à une classe de politiciens qui entrent dans l'État dans le but de nous représenter, nous donnons un mandat, sans aucun contrôle, à quelqu'un qui prend des décisions pour nous : il y a une division inévitable entre la classe qui fait de la politique et les classes qui la suivent. Au départ, nous pouvons déjà affirmer que la démocratie représentative aliène politiquement, car elle sépare le peuple de ceux qui font la politique au nom du peuple : les conseillers, députés, sénateurs, maires, gouverneurs... Plus les politiciens sont responsables de la politique, moins le peuple s'engage dans la

politique et plus il reste aliéné et éloigné de la prise de décisions. Ceci, évidemment, condamne le peuple à une position de spectateur et non celle de « maître de soi-même », directement responsable de la résolution de ses propres problèmes. « L'émancipation du prolétariat [...] » étant donc « impossible au sein de quelque État qui puisse exister, la première condition de cette émancipation est la destruction de tous les États ».27

Les *politiciens* représentent la hiérarchie et la séparation entre dirigeants et dirigés, au sein et en dehors de leurs propres partis. Pour être élus, les partis politiques doivent obtenir un nombre suffisant de suffrages, et doivent pour cela faire élire un nombre important de candidats. Les politiciens sont ensuite traités comme une marchandise pouvant être vendue sur le *marché électoral* ; afin de se développer, les partis sont prêts à tout – détourner l'argent, abandonner les programmes, faire des alliances avec n'importe qui... Les politiciens ne font pas de politique sur la base de la volonté populaire, mais prennent des décisions qui favorisent le parti et ses propres intérêts, ce qui accroît toujours plus leur goût du pouvoir. Après tout, les politiciens et les partis veulent conserver leurs positions et leurs pouvoirs, ce qui devient une fin en soi. Les discussions sur les questions importantes pour la société, qui sont déjà limitées – dès lors que le Parlement et l'État lui-même sont les piliers du Capitalisme et, par conséquent, ne permettent pas que ses bases soient remises en cause – ne sont même pas effleurées, ne sont jamais une priorité ; la démocratie représentative étant conservatrice, elle limite même les petits progrès qui pourraient se produire. Pour cette raison, nous ne devons pas déléguer la politique à

*[...] des gens sans aucune conviction, qui retournent leur veste entre les libéraux et les conservateurs et sont autorisés à influencer par des promesses, des positions, la flatterie ou la peur – ce petit groupe de personnes sans substance qui, en donnant ou en refusant leurs voix, décident de toutes les questions du pays. Ce sont eux qui font ou défont les lois. Ce sont eux qui soutiennent ou suppriment les ministères et changent les orientations politiques.*28

Cette critique de l'État n'est pas liée à une forme ou une autre d'État,

mais à toutes ses formes. Par conséquent, tout projet de transformation sociale qui pointe vers la révolution sociale et le Socialisme Libertaire doit avoir la fin du Capitalisme comme de l'État pour objectif. Si nous estimons que l'État est l'un des piliers les plus solides du Capitalisme, cependant nous ne croyons pas qu'avec la fin du Capitalisme l'État cesserait nécessairement d'exister.

Aujourd'hui, nous savons que nous ne devrions pas nous méprendre ni sur le contexte du dix-neuvième siècle, qui a montré une divergence sur la question de l'État entre les socialistes – et c'est pour cela que l'accent a été mis sur les écrits traitant du sujet – ni avec le contexte de l'Europe de cette époque. Nous savons que les conditions au Brésil sont spécifiques et, si nous pouvons appliquer ces critiques à l'État d'aujourd'hui, nous devons savoir que notre réalité est particulière et que l'orientation de l'économie mondiale a eu une influence profonde sur la forme de l'État dans lequel nous vivons.

Enfin, une chose est sûre : le Capitalisme et l'État sont, encore aujourd'hui, les fondements de notre société de domination et d'exploitation, constituant « pour tous les pays du monde civilisé, un seul problème universel ».<sup>29</sup> Par conséquent, notre idéal est encore « l'émancipation totale et définitive [...] de l'exploitation économique et du joug de l'État ».

## Notes

<sup>1</sup>Les moyens de production constituent des moyens de travail et des objets de travail. Les moyens de travail sont des instruments de production, tels que les machines, les équipements, les outils, la technologie, les installations, comme les bâtiments, les entrepôts, les bureaux, les sources d'énergie (électrique, hydraulique, nucléaire, éolienne) utilisées dans la production et les moyens de transport. Les objets du travail sont les éléments sur lequel le travail humain agit tels les matières premières, les végétaux et les animaux, la terre, entre autres.

<sup>2</sup>Prolétariat : celles et ceux qui n'ont rien à part leur progéniture, c'est à dire, leurs enfants.

<sup>3</sup>Piotr Kropotkin. "As Nossas Riquezas". In : *A Conquista do Pão*. Lisboa : Guimarães, 1975, p. 28.

<sup>4</sup>Pierre-Joseph Proudhon. "2eme. Memoire sur la Propriété". In : *A Nova Sociedade*. Porto : Rés Editorial, s/d, p. 35.

<sup>5</sup>Idem. *O que é a Propriedade ?* São Paulo : Martins Fontes, 1988, p. 159.

<sup>6</sup>Fabio López López. *Poder e Domínio : uma visão anarquista*, Rio de Janeiro : Achiamé, 2001, p. 83.

<sup>7</sup>Mikhail Bakunin. *O Sistema Capitalista*. São Paulo : Faisca, 2007, p. 4.

<sup>8</sup>Ibid. p. 14.

<sup>9</sup>Piotr Kropotkin. “A Expropriação”. In : *A Conquista do Pão*, p. 62.

<sup>10</sup>Mikhail Bakunin. *O Sistema Capitalista*, pp. 6-7.

<sup>11</sup>Idem. *A Instrução Integral*. São Paulo : Imaginário, 2003, p. 69.

<sup>12</sup>Subcomandante Marcos. “Entrevista a Ignacio Ramonet”. In : *Marcos : la dignidad rebelde*. Chile : Aún Creemos en los Sueños SA, 2001, p. 26.

<sup>13</sup>Ibid. p. 27.

<sup>14</sup>Noam Chomsky. *O Lucro ou as Pessoas*. Rio de Janeiro : Bertrand Brasil, 2002, p. 136.

<sup>15</sup>Ibid. p. 36.

<sup>16</sup>Murray Bookchin. “Um Manifesto Ecológico : o poder de destruir, o poder de criar”. In : *Letra Livre* 31. Rio de Janeiro : Achiamé, 2001, p. 8.

<sup>17</sup>Errico Malatesta. *A Anarquia*. São Paulo : Imaginário, 2001, p. 15.

<sup>18</sup>Associations professionnelles d’artisans, de marchands et d’artistes qui existaient au moyen âge.

<sup>19</sup>Piotr Kropotkin. *O Estado e seu Papel Histórico*. São Paulo : Imaginário, 2000, p. 64.

<sup>20</sup>Errico Malatesta. “ ‘Idealismo’ e ‘Materialismo’ ”. In : *Anarquistas, Socialistas e Comunistas*. São Paulo : Cortez, 1989, p. 141.

<sup>21</sup>Piotr Kropotkin. “A Decomposição dos Estados”. In : *Palavras de um Revoltado*. São Paulo : Imaginário, 2005, p. 30.

<sup>22</sup>Mikhail Bakunin. *Estatismo e Anarquia*. São Paulo : Imaginário, 2003, p. 169.

<sup>23</sup>Ibidem. p. 47.

<sup>24</sup>Ibidem. p. 212.

<sup>25</sup>Pierre-Joseph Proudhon. “Crítica às Constituições”. In : *Proudhon*. São Paulo : Ática, 1986, p. 87.

<sup>26</sup>Le terme « politique », utilisé ici, et que nous réutiliserons bien d’autres fois dans ce texte doit être compris comme « dérivé de l’adjectif provenant de Polis (Politik) qui signifie tout ce qui se réfère à la cité, et donc, ce qui est urbain, civil, public et même social et sociable. » Norberto Bobbio et al. *Dicionário de Política*. Brasília : Editora UNB, 1993, p. 954. Par conséquent, nous ne considérons pas la politique comme étant celle qui est mise en oeuvre par les moyens de la démocratie représentative. « Faire de la politique », dans ce cas, signifie participer de manière effective et décider des enjeux de société, et, plus particulièrement, ceux qui nous affectent. Nous travaillons avec l’idée qu’il y a de la politique hors de la sphère électorale.

<sup>27</sup>Mikhail Bakunin. *Estatismo e Anarquia*, p. 74.

<sup>28</sup>Piotr Kropotkin. “O Governo Representativo”. In : *Palavras de um Revoltado*, p. 154.

<sup>29</sup>Mikhail Bakunin. *Estatismo e Anarquia*, p. 73.



## A propos de...

### La Coordination des Groupes Anarchistes (France)

La Coordination des Groupes Anarchistes (CGA) est une organisation spécifique anarchiste dont la finalité est le communisme libertaire. La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et des fonctionnements communs.

Regroupant des militantEs conscientEs de la nécessité de s'organiser pour lutter contre tout ce qui nous opprime dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

- ★ La promotion du projet de société et des pratiques anarchistes : en favorisant l'émergence d'espaces et de pratiques d'auto-organisation et de démocratie directe, mais aussi en valorisant le projet de rupture avec le Capitalisme et l'État. Pour se faire, les militantes et militants de la CGA essaient de diffuser le plus possible les idées porteuses du projet libertaire en opposition avec l'idéologie dominante.

- ★ Favoriser l'émergence et le développement des luttes sociales populaires ayant pour objectif la défense des conditions de vie et de travail des classes populaires, mais aussi de renouer avec la voie des conquêtes sociales. Ces conquêtes sociales permettant d'aiguiser et consolider les tendances égalitaires et la conscience de classe. La participation aux luttes populaires et pour les militantEs de la CGA un aspect incontournable de leur conception de l'anarchisme organisé, un anarchisme ancré dans la réalité sociale, et non un idéal élitiste hors du temps.

La CGA défend une conception résolument internationaliste du combat contre la bourgeoisie, le Capitalisme, l'État, les systèmes racistes et de domination masculine, ses militantEs étant convaincuEs que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont les armes des classes dominantes sur le plan international pour diviser les exploitéEs et les dominéEs selon le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner »

## Le Groupe de Lyon de la Coordination des Groupes Anarchistes

*Comment fonctionne le groupe de Lyon de la CGA ?*

Le groupe de Lyon de la CGA est un groupe anarchiste dont l'objectif est la transformation de la société pour mettre fin à toute forme de domination et d'exploitation, et construire une société communiste libertaire.

Nous sommes convaincus que ce sont les oppriméEs et les exploitéEs qui jouent un rôle central dans la transformation sociale. Nous sommes convaincuEs qu'un processus révolutionnaire authentique ne peut pas provenir d'une avant-garde, n'est pas l'oeuvre d'un parti ou d'une organisation idéologique, fut elle anarchiste, mais ne peut être que l'oeuvre des classes oppriméEs et exploitéEs.

Nous sommes également convaincu de la nécessité de se regrouper et s'organiser sur 2 plans : Sur le plan social, avec l'ensemble des oppriméEs et des exploitéEs, pour construire, organiser et développer les luttes sur la base des nécessités concrètes des oppriméEs et des exploitéEs Sur le plan politique, pour défendre au sein de ces mouvements sociaux et populaires qui nous paraissent les mieux à même, non seulement d'atteindre leurs objectifs immédiats, mais aussi de construire collectivement les conditions d'une transformation révolutionnaire de la société : autonomie, indépendance vis à vis de toutes structures hiérarchiques cherchant à les instrumentaliser, auto-organisation, démocratie directe, action directe, combativité, solidarité et entraide, internationalisme.

Nous ne considérons pas le plan politique supérieur au plan social, chacun des plans s'enrichissant l'un de l'autre.

Nous refusons l'idéologisation des mouvements sociaux et populaires, c'est à dire la volonté d'en faire des mouvement sociaux anarchistes, marxistes, etc, parce qu'une telle volonté ne fait que diviser les oppriméEs. Mais nous pensons nécessaire la discussion politique en leur sein, et nous pensons indispensable que les anarchistes s'organisent spécifiquement pour y défendre leurs idées et pratiques, de manière ouverte, et dans le respect des cadres collectifs de décision.

Nous sommes convaincuEs que les anarchistes doivent avoir une pra-

tique sociale, et rechercher une insertion sociale : cela veut dire une intervention collective et organisée dans les luttes populaires, un rôle organisateur : c'est à dire contribuer à la création et au développement des organisations populaires, et ne pas se contenter d'une posture propagandiste ou d'une pratique qui consisterait à « sauter » d'une lutte à l'autre, au gré du temps, sans construire des outils de résistance populaires durables.

Le groupe a donc choisi de s'investir dans la durée dans les luttes populaires. Pour cela, il intervient sur 4 fronts de lutte : féminisme / antipatriarcat, antiracisme / antifascisme, syndicalisme, jeunesse.

Ces fronts de luttes correspondent à des mouvements sociaux et populaires dans lequel le groupe CGA de Lyon intervient, a une pratique sociale, et cherche une insertion sociale, c'est à dire à exercer une influence politique, en y diffusant des pratiques et en défendant les caractéristiques que nous considérons les mieux à même de faire gagner les mouvements, tout en contribuant à construire plus largement l'organisation populaire, dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Nous souhaiterions à terme développer d'autres fronts de luttes (par exemple le logement, l'écologie, etc...), mais nous avons choisi dans un premier temps de nous concentrer sur des mouvements populaires ou nous avons réellement les possibilités d'une intervention collective.

Pour intervenir dans ces fronts de luttes, nous nous réunissons en commission, qui sont ouvertes aux soutiens et sympathisantEs (non adhérentE à une autre organisation politique) : la seule condition, c'est de partager les positions de la CGA sur ce terrain de lutte, et de ne pas être hostile aux autres positionnements de la CGA. Par exemple, une personne qui partagerait nos positionnements sur le syndicalisme mais serait antiféministe, ne pourrait participer à la commission syndicale. Une personne féministe mais antisindicaliste ne pourrait participer à la commission antipatriarcale.

Les commissions élaborent des stratégies collectives, des tactiques, organisent des actions ou la production de matériel.

Par exemple, la commission syndicale mène depuis un an une campagne de syndicalisation des jeunes travailleuses et travailleurs dans

les CFA de la région, dans une perspective syndicaliste libertaire. Elle a écrit une brochure de formation syndicaliste libertaire, et anime un blog, tribune syndicaliste libertaire.

La commission antipatriarcale intervient sur le terrain de luttes féministes et antipatriarcale, organisant notamment l'intervention de la CGA dans le collectif de défense de l'IVG, ou dans les mouvements pour l'égalité des droits, contre la lesbophobie, l'homophobie, la biphobie et la transphobie lors des débats sur le mariage, etc....

La commission antiraciste, elle, cherche à construire à la fois une intervention sur le terrain de l'antifascisme (à la fois de manière spécifiquement libertaire, et dans un cadre unitaire), et sur le terrain de l'antiracisme (par exemple les luttes de soutien aux sans papiers, ou les mobilisations contre le racisme d'Etat)

La commission jeunesse, quant à elle, cherche à construire une intervention sur les préoccupations spécifiques de la jeunesse (apprentiEs, jeunes travailleurEs, étudiantEs, LycéenEs...).

Le groupe CGA décide en dernier ressort, dès lors que ce sont ses moyens collectif qui sont engagés dans la réalisation de ces actions.

Outre ces 4 commissions correspondant à nos 4 fronts actuels, une dernière commission est en charge de la gestion de notre local, afin d'en faire un lieu de diffusion de nos idées, mais aussi de soutien aux mouvements populaires

## **Comment participer ?**

Pour nous l'important n'est pas uniquement de partager les idées mais aussi une pratique sociale. Mais nous ne considérons pas nécessaire d'être en accord sur tout pour commencer à nous organiser et agir ensemble. Pour cela nous avons choisi de permettre plusieurs niveaux d'organisation collective, sur le modèle des « cercles concentriques » :

Si vous êtes en accord avec les principes et fonctionnements de la CGA et ses positionnements sur les différents terrains de lutte, que vous souhaitez participer, vous pouvez demander à participer à l'une de ces commissions, et à terme, si il y a accord du groupe et que vous le souhaitez (accord mutuel), demander votre adhésion.

Si vous êtes en accord sur les positions que défend la CGA sur un front de lutte, que vous n'êtes pas hostile à ses positionnements sur d'autres terrains de lutte, sans nécessairement les connaître de manière approfondie, et que vous souhaitez participer à ce front de lutte, vous pouvez également demander à participer à l'une de ces commissions. Cela vous permettra d'approfondir votre connaissance de nos autres positions, et si vous les partagez entièrement, de demander à terme votre adhésion.

Vous pouvez également participer à ces commissions tout en étant en désaccord avec certaines de nos positions, dès lors que vous n'y êtes pas hostile.

Vous pouvez devenir soutien de l'organisation : c'est à dire, soutenir financièrement la CGA, sans en être adhérent, soit parce que vous ne partagez pas l'intégralité de nos positions, mais appréciez nos pratiques, par exemple, soit parce que vous ne souhaitez pas ou ne pouvez pas vous investir plus pour le moment, ou sur le plus long terme. La cotisation minimale mensuelle est de 5 euros.

Vous pouvez enfin soutenir le lieu, la plume noire, en participant à la souscription publique.

## Anarkismo

La CGA est adhérente à *Anarkismo*, un réseau international qui regroupe des organisations anarchistes-communistes et anarchistes sociales.

# Contacts

## Contacter la CGA

**email** : [secretariat@c-g-a.org](mailto:secretariat@c-g-a.org)

**site** : <http://www.c-g-a.org/>

Secrétariat CGA  
c/o La Mauvaise Réputation, 20, rue Terral  
34000 Montpellier - FRANCE

## Contacter la CGA Lyon

**email** : [groupe-lyon@c-g-a.org](mailto:groupe-lyon@c-g-a.org)

**site** : [cgalyon.ouvaton.org](http://cgalyon.ouvaton.org)

**facebook** :

<https://www.facebook.com/coordinationdesgroupesanarchisteslyon>

**twitter** : <https://twitter.com/cgalyon1>

**blog syndicaliste libertaire** :

<http://tribune-syndicaliste-libertaire.over-blog.com>

**blog commission jeunesse** :

<http://jeuneslibertaireslyon.wordpress.com>

## Contacter Anarkismo

**site** : <http://www.anarkismo.net/>